

CASNOS

Expiration du délai de paiement des cotisations de l'année 2017 sans pénalités

La Casnos a tout fait pour faciliter la tâche à ses assurés sociaux afin qu'ils honorent leurs obligations légales en matière de paiement des cotisations de sécurité sociale. Faut-il rappeler que ce système contributif permet notamment de financer les dépenses d'assurance maladie et les retraites ? Les mauvais payeurs ont toujours tort.

Le délai de paiement des cotisations de l'année en cours, sans pénalités, auprès de la Caisse nationale de la sécurité sociale des non-salariés (Casnosc), a expiré le vendredi 30 juin 2017. «Les employeurs affiliés à la caisse avaient jusqu'à vendredi minuit pour s'acquitter de leurs cotisations de l'année en cours», avait déclaré le DG de la Casnos, M. Acheuk-Youcef, à la Radio nationale, faisant savoir que les structures de la caisse sont restées ouvertes pour per-

mettre aux retardataires de régulariser leurs situations en matière de cotisations. Il s'agit des mesures de facilitation initiées par la Casnos, portant sur une date butoir qui a été fixée au 30 juin 2017, au profit des non-salariés, leur permettant de payer leurs cotisations de l'année en cours sans pénalités et de bénéficier d'un échéancier de paiement de leurs cotisations antérieures et des prestations d'assurance sociale par la délivrance de la carte Chifa, rappelle-t-on.

Après les facilités, le temps des pénalités

Le responsable de cette caisse a souligné que «des pénalités seront appliquées et des mesures coercitives mises en place» par la suite, qui peuvent aller jusqu'à la poursuite judiciaire, ajoutant que le nombre de contrôleurs qui seront mobilisés sur le terrain a été renforcé pour procéder à l'opération d'affiliation d'office des employeurs non affiliés et à l'application des pénalités.

Le DG de la Casnos avait également affirmé que des moyens avaient été mobilisés pour renforcer et affiner les opérations de contrôle des travailleurs non salariés non encore affiliés ou affiliés et débiteurs de cotisations. Le même responsable a rappelé que l'affiliation et



la cotisation sont des «obligations légales» et permettront aux assurés de bénéficier d'une couverture sociale, notamment en matière d'assurance maladie et de maternité, d'invalidité et de retraite. La Casnos compte actuellement 1,8 million de tra-

vailleurs non salariés affiliés actifs dont environ 960 000 étaient à jour en matière de cotisations à la fin de l'année précédente, alors que le nombre ne dépassait pas les 500 000 cotisants en 2014, a-t-il rappelé.

LSR

LA CNAS EN FAILLITE ET MENACE DE GRÈVE DES PHARMACIENS

Réaction du collectif citoyen «La sécu, c'est nous !»

Face à la menace de grève brandie par le syndicat des pharmaciens, nous avons reçu du collectif citoyen «La sécu, c'est nous !» un appel d'urgence que nous reproduisons ci-dessous. «Marché du médicament/Honte à ces organisations dites professionnelles qui menacent de faire grève, faisant du chantage et prenant en otages les malades et leurs familles, au moment où les caisses de sécurité sociale essayent de réduire la facture du remboursement, à juste titre pour la Cnas notamment, qui est en grande difficulté financière ! Silence complice et accablant du gouvernement dont les ministères de la Santé et de la Sécurité sociale ! Certains médias, complaisants,

prennent fait et cause pour ces organisations, amplifiant leurs appels immondes à la grève, moyennant parfois une publicité sonnante et très buchante !

En fait, derrière ces apprentis maîtres-chanteurs se cachent les puissants lobbys de l'importation du médicament qui font tout pour que la facture de l'importation — trop trop lourde, près de 3 milliards de dollars annuellement — ne baisse pas ! Et dire qu'avec une ardoise de moitié — 1,5 milliard de dollars par an —, les besoins du pays en médicaments peuvent être largement satisfaits ! Honte, mille fois honte à ces charognards preneurs d'otages !» Fin de citation de l'appel.

Le système des retraites américain menacerait de s'effondrer

Fragilisé par la crise des subprimes en 2007, le système économique américain serait de nouveau menacé, cette-fois à cause de l'insuffisance de financements des fonds de pensions. Après la crise des subprimes immobilières, les Etats-Unis vont-ils connaître une crise des retraites des fonctionnaires ? Les fonds de pension des collectivités locales états-uniens seraient sous-financés de plusieurs milliers de milliards de dollars. Une situation explosive qui pourrait provoquer une nouvelle crise économique. C'est l'institut Hoover, un cercle de réflexion proche de l'université de Stanford, qui a tiré la sonnette d'alarme à cause de la menace qui pèse sur les retraites des fonctionnaires américains.

En effet, ces retraites sont financées par des fonds de pension qui manqueraient de près de quatre mille milliards de dollars de financements.

De grandes villes comme Dallas, Philadelphie, la Nouvelle-Orléans ou Chicago n'ont plus les moyens de payer l'intégralité des retraites promises. Aucune ville, aucun Etat ne serait épargné.

Certaines villes ont opté pour un versement partiel des pensions, d'autres n'honorent plus leurs factures : des solutions qui ne sont pas viables. Il manque 3 850 milliards de dollars aux fonds de pensions publics pour honorer les versements des agents territoriaux. Rien que l'an dernier, le trou dans la caisse aurait augmenté de 434 mil-

liards de dollars. Cette situation résulte de plusieurs facteurs.

Le vieillissement de la population conjugué à l'augmentation de l'espérance de vie n'explique pas tout.

En faisant le choix de la libéralisation des régimes de retraite, les collectivités locales se sont tournées vers des investissements à risques dans des proportions démesurées.

Elles misaient sur une rentabilité de 7,5 % par an, mais ont récolté trois fois moins.

Victime des taux d'intérêt bas, les investissements ne produisent pas suffisamment de gains. Les agences de notation sortent le carton rouge.

Elles ont dégradé la note de plusieurs villes comme Chicago ou Dallas.

INFLATION À 7% EN MAI ET REVALORISATION À 2,5%

Nette baisse du pouvoir d'achat des retraités

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel s'est située à 6,9% jusqu'à fin mai 2017, a appris l'APS auprès de l'Office national des statistiques (ONS).

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à mai 2017 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte des 12 mois allant de juin 2016 à mai 2017 par rapport à la période allant de juin 2015 à mai 2016.

Quant à la variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'indice des prix de mai 2017 par rapport à ceux d'avril 2017, elle a reculé de 0,4%. En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont baissé de 1,1%, résultant notamment de la chute des prix de produits agricoles frais. Ainsi, les prix des produits agricoles frais ont enregistré une baisse de 3% en mai 2017 par rapport à avril dernier, à l'exception des fruits qui ont augmenté de 8,3% et des poissons qui ont connu une hausse de 3,2%.

Les baisses des prix ont été enregistrées, à titre d'exemple, pour les viandes rouges (-1,3%), les viandes blanches (-1,2%), les légumes (-12,7%) et la pomme de terre (-13,2%). Pour ce qui est des produits agroalimentaires, les prix ont connu une hausse mensuelle de 0,9%. Par ailleurs, les prix des biens manufacturés ont affiché une croissance de 0,1% alors que ceux des services ont augmenté de 0,6%.

Par groupe de biens et services, les prix de l'habillement-chaussures ont enregistré une hausse mensuelle de 0,7%, alors que ceux du groupe santé-hygiène corporelle ont connu une augmentation de 1,4%, tandis que le reste s'est caractérisé par des stagnations. Pour rappel, la loi de finances 2017 prévoit une inflation de 4%.

RETRAITES EN FRANCE

Ce qui a changé depuis le 1^{er} juillet, les travailleurs émigrés concernés

Les salariés du privé, les salariés agricoles et les indépendants ayant cotisé à plusieurs régimes (Cnav, MSA, RSI) durant leur carrière bénéficieront désormais d'un interlocuteur et d'une pension uniques lors de leur départ à la retraite.

Prévue par la réforme de 2014 par souci de simplification, cette liquidation unique pour les régimes alignés (Lura) concernera les nouveaux retraités nés à partir de 1953. Jusqu'en 2030, deux tiers des polypensionnés devraient toucher une pension plus faible par rapport à l'ancien système, entre un quart et un tiers une pension plus élevée, en raison des nouvelles règles de calcul, selon la Cnav.